



PREFET DU PAS-DE-CALAIS

Direction Départementale
des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais

Arras, le 25 JAN. 2013

Service Environnement et Aménagement Durable
Unité Planification territoriale stratégique
100 avenue Winston Churchill – SP 7
62000 ARRAS cedex
tél : 03 21 22 99 99

**COMMISSION DEPARTEMENTALE
DE LA CONSOMMATION DES ESPACES AGRICOLES
DU PAS-DE-CALAIS**

Schéma de Cohérence Territoriale du Boulonnais

Avis de la CDCEA

La Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles du Pas-de-Calais (CDCEA)

aux termes du procès-verbal et de ses délibérations en date du 17 janvier 2013 prises sous la présidence de Monsieur FISSE, Directeur Départemental adjoint des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, Monsieur le Préfet étant empêché ;

- vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 112-1-1 et D 112-1-11 ;
- vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L 111-1-2 ;
- vu la loi n°2010-874 du 27 juillet 2010 sur la modernisation de l'agriculture et de la pêche et notamment l'article 51 ;
- vu le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
- vu le décret n°2011-189 du 16 février 2011 relatif à la Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles ;
- vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2011 portant création et composition de la Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles du Pas-de-Calais ;
- vu l'arrêté de délégation de signature du 5 mars 2012 ;
- vu la demande enregistrée le 21 décembre 2012 à la DDTM/SEAD pour l'élaboration du Schéma de Cohérence Territorial du Boulonnais ;

le quorum étant atteint, la commission s'est réunie valablement,
après avoir vu la présentation en séance du Schéma de Cohérence Territoriale du Boulonnais faite par la DDTM, et après avoir échangé, les membres de la Commission ont délibéré,

considérant que l'article 51 de la loi du 27 juillet 2010 a pour objet la préservation des terres agricoles.

décide

d'émettre **un avis défavorable à la demande susvisée aux motifs suivants :**

- **le faible encadrement des petites zones d'activités légères de moins de 5 hectares qui relèveront des Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux engendrant une imprécision sur le dimensionnement futur réel de la consommation foncière économique.**

Le Président de la Commission Départementale
de la Consommation des Espaces Agricoles,

Michel STOUMBOFF